



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES

**Accord-cadre de travaux de désamiantage en Sous-section 3 sur les
bâtiments du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique
(CHUM)**

N° de procédure : DCE-2025-ATECK-091-GVL

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – OBJET DU CONTRAT	4
1.2 - DECOMPOSITION	4
1.3 - MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES	4
1.4 – INTERVENANTS	4
1.4.1. MAITRISE D’OUVRAGE	4
1.4.2. MAITRISE D’ŒUVRE	4
1.4.3. CONTROLE TECHNIQUE	5
1.4.4. CSPA	5
Article 2 – DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D’EXECUTION	5
2.1 - DUREE	5
2.2 – DELAIS	5
2.3 – PROLONGATION DES TRAVAUX	6
2.4 – REMISE EN ETAT DES LIEUX	6
Article 3 – FORME DU CONTRAT	6
Article 4 –ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	7
Article 5 – MODALITES D’EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
Article 6 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	8
ARTICLE 7 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE	8
Article 8 – REPRESENTATION DES PARTIES.....	9
9.1 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
9.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE	9
Article 10 – PIECES CONTRACTUELLES.....	9
Article 11 – SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE	11
12.1. CONFIDENTIALITE	11
12.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
ARTICLE 13 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	11
13.1. PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE	11
13.2. PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	12
Article 14 – GARANTIES ET ASSURANCES	12
14.1 GENERALITES	12

14.2 ASSURANCES.....	12
14.3 GARANTIES.....	13
Article 15 – PRIX.....	13
15.1 AVANCE APPLICABLE - CONDITIONS DE VERSEMENT	13
15.2 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	14
15.4 VARIATION DES PRIX.....	15
15.5. APPLICATION DE LA T.V.A.	16
15.6. CLAUSE DE REEXAMEN	16
15.7. MODALITES DE REGLEMENT.....	16
15.8. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	18
Article 16 – PENALITES.....	19
Article 17 – ETUDES D’EXECUTION, DOCUMENTS TECHNIQUES ET PLANS.....	20
Article 18 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	20
18.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	20
18.2 RECEPTION	20
18.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES L’EXECUTION DES TRAVAUX	21
Article 19 – RESILIATION DU MARCHE.....	21
Article 20 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	22
Article 21 – PROCEDURES DE RECOURS	22
Article 22 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	23

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU CONTRAT

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la réalisation de travaux de désamiantage, en sous-section 3 sur les bâtiments du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM).

Le descriptif technique des travaux attendus et leurs spécifications techniques sont indiqués au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi qu'au Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

Lieux d'exécution : L'ensemble des sites du CHUM

1.2 - DECOMPOSITION

Conformément aux articles R.2113-2 et 3 du Code de la Commande Publique, la consultation n'est pas allotie les prestations étant intrinsèquement liées dans leur exécution. Ainsi, l'allotissement risquerait de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations. De plus, le non-allotissement est justifié par la spécificité de l'objet du marché (travaux de désamiantage) visant à faire appel à une entreprise spécialisée disposant des agréments nécessaires pour réaliser des travaux de désamiantage.

De plus, les travaux post-désamiantage font l'objet de plusieurs lots d'une consultation séparée (Rénovation, Electricité, Plomberie).

Le contrat ne comporte pas de tranches au sens des articles R. 2191-13 et R. 2191-14 du Code de la commande publique.

1.3 - MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du contrat, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de travaux similaires à ceux qui lui sont confiés au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 – INTERVENANTS

1.4.1. MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le CHUM.

1.4.2. MAITRISE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre est assurée par le CHUM.

1.4.3. CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage pourra être assisté d'un contrôleur technique agréé qui sera désigné ultérieurement.

1.4.4. CSPS

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage pourra être assisté d'un coordonnateur SPS qui sera désigné ultérieurement.

ARTICLE 2 – DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

2.1 - DUREE

Le marché est conclu pour une durée globale de douze (12) mois à compter de sa notification.

Le marché est ensuite reconductible trois (3) fois pour une durée équivalente (soit 12 mois), sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction est tacite, sauf dénonciation contraire émise par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois avant chaque date anniversaire.

2.2 – DELAIS

S'agissant de la **transmission des devis quantitatifs**, le titulaire devra les transmettre dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la demande.

L'entreprise est tenue de rédiger son **plan de retrait amiante dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande**.

Ce plan de retrait devra être soumis au Maître d'ouvrage 5 jours ouvrés minimum avant envoi aux organismes officiels, période au cours de laquelle le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de formuler toute remarque ou demande de complément à apporter à ce document avant son instruction. Sans réponse de la part du Maître d'ouvrage au terme de ce délai, l'entreprise transmettra son plan de retrait aux organismes officiels.

Quels que soient les remarques et/ou compléments apportés, l'entreprise restera seule responsable de la conformité de son plan de retrait vis-à-vis de la réglementation et/ou des normes en vigueur.

L'entreprise est tenue de transmettre son plan de retrait aux organismes officiels, tenant compte des éventuelles remarques du Maître d'ouvrage, sous 12 jours ouvrés suivant réception du bon de commande.

L'ensemble des documents à remettre avant, pendant et après l'exécution des travaux sont listés au CCTP.

S'agissant du délai global de réalisation de chaque chantier, ce dernier sera fonction du niveau de complexité et d'urgence du chantier en question. En cas d'urgence, le titulaire devra intervenir dans un délai maximum de 8 jours à compter de la demande du Maître d'ouvrage. La demande pourra être réalisée par email ou par téléphone.

Le délai plafond contractuel de réalisation du chantier sera ainsi **mentionné sur chaque bon de commande** afférant au chantier concerné. Le délai indiqué courra à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des délais énumérés au CCTP notamment pour la transmission des divers livrables.

Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation sera fonction de chaque chantier.

Lors de la période de préparation et en complément de l'article 28.2 du CCAG-Travaux les livrables à établir pour chaque contrat pendant la période de préparation de chantier sont listés au CCTP (notamment articles 2.6.5, 2.6.20, 3.2, 3.3.1, 3.4...).

2.3 – PROLONGATION DES TRAVAUX

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 18.2 du C.C.A.G-Travaux.

Les prolongations de délais prévues par le CCAG-Travaux liées à des circonstances particulières (changement du montant des travaux, difficultés imprévues, ajournement, retard dans l'exécution préalable d'opérations préliminaires) sont régies par ces articles.

2.4 – REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux qui auront été occupés par le chantier et le nettoyage final sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, et dans le délai de 8 jours à compter de l'achèvement du chantier, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en place des emplacements qui auront été occupés par le chantier et à la déconsignation électrique.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 52 du CCAG Travaux.

ARTICLE 3 – FORME DU CONTRAT

L'accord-cadre est mono-attributaire donc passé avec un seul opérateur économique.

Il constitue un accord-cadre **mixte**, à savoir qu'il pourra s'exécuter :

- à la fois par l'**émission de bons de commande** pour les travaux/fournitures expressément prévus au CCTP ainsi qu'au Bordereau de Prix Unitaires (BPU)
- et à la fois par la **conclusion de marchés subséquents** pour des besoins de travaux/fournitures non prévus initialement au CCTP ainsi qu'au BPU, pour des besoins déjà connus mais nécessitant d'être précisés ultérieurement ou pour un chantier spécifique de travaux conformément à l'article R.2162-2 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R.2162-4 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum :

Montant maximum par an (En € HT)
350 000,00 € HT

A titre dérogatoire, il est expressément prévu que le solde non consommé du montant maximum de chaque période écoulée pourra être reporté sur la ou les périodes de reconduction suivantes, sans toutefois que le montant maximum global de l'accord-cadre sur sa durée totale ne soit dépassé.

Le montant total des prestations commandées sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre ne pourra en aucun cas excéder le montant maximum global stipulé au marché (soit 1 400 000 € HT sur 4 ans).

Ce report sera constaté et notifié annuellement par le pouvoir adjudicateur si nécessaire, en fin de période, sous la forme d'un état récapitulatif des consommations et des crédits restant à consommer.

ARTICLE 4 –ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

Chaque commande sera initiée par la transmission au titulaire d'un ensemble de documents nécessaires pour la réalisation des travaux (RAAT notamment).

Avant chaque opération, **le titulaire a l'obligation de visiter le site** avant l'établissement de son devis.

Le titulaire transmettra un devis quantitatif qui devra respecter les références et prix unitaires du BPU. Il devra mentionner obligatoirement :

- Le titre et l'objet des travaux (nature des travaux et localisation),
- Le n° de marché
- Le délai prévisionnel de travaux.

En complément du devis, **un certain nombre de documents seront demandés au titulaire conformément au CCTP** en amont et lors de la réception du bon de commande.

Sur la base du devis validé, le pouvoir adjudicateur émettra un bon de commande.

Le CHUM demandera les devis quantitatifs au Titulaire au fur et à mesure des besoins.

L'émission des bons de commande s'effectuera au fur et à mesure des besoins sur la partie accord-cadre.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. En revanche, les bons de commande émis pendant la durée de validité du contrat pourront être exécutés au-delà.

Les bons de commande précisent les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. Ils s'effectuent sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités prévues par l'accord-cadre.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations commandées ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou l'un de ses délégataires pourront être honorés par le titulaire (sauf cas travaux urgents où un bon de commande de régularisation sera remis au titulaire).

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Pour des besoins de travaux/fournitures non prévus initialement au CCTP ainsi qu'au BPU, des besoins prévus aux CCTP et BPU mais nécessitant d'être précisés ultérieurement ou pour un chantier spécifique de travaux, les prestations feront l'objet de la conclusion d'un ou plusieurs marchés subséquents en application des R.2162-2, R.2162-7 et suivants du Code de la Commande Publique.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués sans remise en concurrence du titulaire de l'accord-cadre.

Ces marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

Dans le cadre des marchés subséquents, le titulaire pourra être invité à remettre une nouvelle offre ou à compléter son offre remise au titre de l'accord-cadre initial. L'offre pourra porter sur des éléments techniques et financiers en fonction du besoin défini par le pouvoir adjudicateur.

Les marchés subséquents pourront s'exécuter au moyen de bons de commande, conformément à l'article R.2162-8 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Les intervenants proposés par le titulaire doivent permettre de couvrir entièrement le champ des compétences requises.

Le CHUM se réserve la possibilité de vérifier les compétences des intervenants proposés en cours d'exécution (qualifications requises, aptitude médicale...). En cas d'insuffisance constatée, l'intervenant sera récusé ; dans ce cas, le titulaire s'engage à remplacer immédiatement l'intervenant. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

En cas de modification du personnel assurant les prestations du contrat désigné dans la proposition du titulaire, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur. Il prendra toutes les dispositions

nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée. Le titulaire devra désigner un remplaçant et communiquer le nom, les titres, qualifications, références au CHUM. L'ensemble des frais inhérents à ce remplacement sera supporté par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

En conséquence, toute modification apportée à la structure des équipes tant sur le nombre ou les noms des participants que sur leur degré de participation au contrat devra faire l'objet d'un accord préalable du CHUM. Les désaccords ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une remise en cause des prix et des délais d'exécution.

ARTICLE 8 – REPRESENTATION DES PARTIES

9.1 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

9.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

De plus, le responsable technique et administratif dédié au marché doit faire preuve de disponibilité pour répondre aux sollicitations du CHUM. Un suppléant devra également être désigné pour pallier les absences du responsable.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 10 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué par les documents énumérés au présent article. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'engagement et ses annexes et la mise au point éventuelle ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (hors liste des bâtiments du CHUM) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éventuels marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire ;

Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Code du travail ;
- L'ensemble des lois, normes et règlements en vigueur relatif au traitement de l'amiante.

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée pour les travaux et prestations effectuées en sous-section 3.

La sous-traitance n'est autorisée que dans le cadre de travaux de curage vert (SS4).

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique, le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du CHUM l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté lors de l'exécution du présent contrat, le Titulaire doit adresser un acte spécial signé par le sous-traitant et le Titulaire, en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance en joignant une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par l'acheteur, le titulaire et le sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le Titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Le titulaire du marché, qui souhaite en sous-traiter une partie, doit préalablement demander au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie, sur demande, au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE

12.1. CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du CHUM, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le CHUM ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire accepte sans réserve le contrat de confidentialité.

Tous les documents mis à disposition du titulaire du marché par le CHUM restent la propriété du CHUM et devront être restitués à l'achèvement de leur mission. Les documents émis par le CHUM à destination du titulaire, quelle que soit leur nature et leur forme, ne sauront être transmis par le titulaire à un tiers sauf accord écrit de la part du CHUM.

12.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

ARTICLE 13 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

13.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Conformément à l'article 6 du CCAG-Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre employée et aux conditions de travail du pays.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Par ailleurs, le titulaire et ses éventuels sous-traitants devront respecter les dispositions du Code du Travail en matière de réglementation relative à la santé des travailleurs et être en règle avec la médecine du travail.

La liste du personnel devra toujours être disponible sur le chantier.

13.2. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG-Travaux et en complément des dispositions du CCTP, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent la réglementation en vigueur en matière d'environnement et de traitement de l'amiante.

Le titulaire devra également désigner un conseiller en sécurité et un responsable des déchets.

L'entreprise sera tenue, avant le début des travaux, de produire un certificat d'acceptation préalable des déchets établi par une installation dûment autorisée, au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (loi du 19 juillet 1976, modifiée et décret d'application du 21 septembre 1977 modifié).

Les modalités de traitement et de suivi des déchets sont décrites au CCTP.

ARTICLE 14 – GARANTIES ET ASSURANCES

14.1 GENERALITES

Tout le matériel présent sur le site devra avoir subi et être à jour de tous les contrôles techniques et épreuves réglementaires.

Les procès-verbaux, comptes-rendus d'épreuve et certificats d'entretien seront présents sur le chantier et pourront être exigés par le Maître d'Ouvrage à tout moment.

De plus, l'ensemble du matériel, cantonnements, véhicules, engins de chantier seront assurés, notamment contre le vandalisme et l'incendie.

14.2 ASSURANCES

Lors de l'attribution, le titulaire aura fourni une **attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels** justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et, que sa police contient les garanties nécessaires en rapport avec les prestations objet du présent contrat.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur ou de police, en cours de contrat, pour quelque motif que ce soit et, à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

Le titulaire devra, à chaque reconduction de son contrat d'assurance, fournir au CHUM, un exemplaire de ce document dans les dix jours.

Sauf cas de faute lourde commise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'exécution du contrat peuvent survenir dans les locaux et dépendances mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à ses biens, soit à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, le titulaire renonce à tout recours contre le CHUM, ses assureurs et l'Etat.

Le titulaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute autre personne dont il est civilement responsable, à l'occasion et au cours de l'exécution du contrat, quelles qu'en soient les victimes.

Le titulaire devra également produire une **attestation d'assurance couvrant sa responsabilité pour les risques spécifiques liés aux travaux de désamiantage** (notamment pollution, atteinte à la santé des personnes, environnement, etc.), conformément aux obligations légales et réglementaires.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ses attestations d'assurance en cours de validité, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14.3 GARANTIES

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux s'appliquent. Les travaux dont l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la réception.

Le titulaire garantit formellement la conformité de ses travaux de déconstruction à la réglementation nationale en matière de désamiantage.

ARTICLE 15 – PRIX

15.1 AVANCE APPLICABLE - CONDITIONS DE VERSEMENT

Il est fait application de l'option B du CCAG-FCS.

Une avance peut être accordée pour chaque bon de commande ou marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance, tel que précisé à l'Acte d'engagement.

L'avance correspond à 5 % du **montant TTC du bon de commande/marché subséquent**.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande/du marché subséquent (en TTC). Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % dudit montant.

Le paiement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande portant sur l'intégralité du montant de l'avance accordée en application des articles R.2191-7, R.2191-36 à 42 du Code de la Commande Publique. A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 50 jours.

15.2 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prix du contrat sont établis Hors Taxe (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Le marché est conclu en euros.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Ces prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application :

- Soit des prix du Bordereau des prix unitaires (BPU),
- Soit des prix unitaires indiqués dans les marchés subséquents éventuellement conclus.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.

En complément de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix comprennent tous les frais afférents à l'exécution des prestations notamment (sans que cette liste soit exhaustive) :

- les frais de déplacement, de restauration et hébergement des techniciens
- présence aux réunions
- EPI et EPC et l'ensemble des équipements de sécurité
- remise des divers livrables mentionnés au CCTP (avant, pendant et après travaux)
- les frais liés au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en matière de traitement de l'amiante
- les frais liés aux installations de chantier et leur maintenance tout au long de l'exécution des travaux
- les matériaux de levage, échafaudages et engins nécessaires
- le transport des matériaux et matériel sur le site du chantier
- la mise à disposition des appareils de contrôle, mesures, analyses

- tous les contrôles, mesures et analyses conformément à la réglementation
- les frais de contrôles par des organismes agréés
- les frais de gardiennage
- les frais de nettoyage en cours de travaux et le nettoyage final
- tous les frais décrits au CCTP et notamment son article 2.6.19

Les prix tiennent également compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier.

Le titulaire ne pourra se voir accorder aucune rémunération supplémentaire.

15.4 VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont révisibles, selon les modalités suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (mois de remise de l'offre indiquée en page de garde du Règlement de consultation).

La périodicité de la révision des prix sera annuelle, sous réserve de la décision de reconduction du contrat, par application de la formule suivante aux prix du BPU :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Ainsi :

- C_n : coefficient de révision.
- I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- I_n : dernière valeur de l'index de référence N connue à la date d'anniversaire du contrat.

L'index de référence I choisi en raison de leur structure pour la **révision des prix est** : **BT01 – Tous corps d'état – Base 2010.**

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Le coefficient de révision des prix et son détail de calcul seront fournis directement par le titulaire du marché qui le transmettra au pouvoir adjudicateur lors de la présentation de la facture de révision de prix.

Clause de sauvegarde : si la révision prix, effectuée comme décrite ci-dessus, aboutit à une augmentation moyenne des prix unitaires supérieure ou égale à 8%, le pouvoir adjudicateur et le

titulaire engageront des négociations afin de rendre cette augmentation acceptable par les deux parties, soit avec le choix d'un nouvel indice sur lequel baser la révision des prix, soit par la limitation des effets de la révision clause de réexamen). En cas d'échec dans la conclusion d'un accord amiable, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

15.5. APPLICATION DE LA T.V.A.

Le taux de la T.V.A. à appliquer est celui en vigueur le jour du fait générateur.

15.6. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la Commande Publique, le BPU de l'accord-cadre peut être modifié en cours d'exécution de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

1. De nouveaux travaux, prestations ou matériels peuvent être introduits au BPU de l'accord-cadre, dans la limite de son objet
 - Soit parce qu'elles viennent en remplacement prestations ou matériels prévus au BPU,
 - Soit parce que ces travaux, prestations ou matériels dont le besoin n'existait pas lors de la conclusion de l'accord-cadre, sont devenus nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre.

En outre, au cours de l'accord-cadre, des travaux, prestations ou produits peuvent ne plus présenter d'intérêt dans le cadre de l'accord-cadre. Ces dernières peuvent être retirées du BPU.

2. De prix spécifiques existants au BPU peuvent être réexaminés.

Les nouveaux besoins qui pourront être intégrés au marché via la clause de réexamen pourront être liés :

- A une modification de la réglementation,
- A la nécessité de commander de nouveaux travaux/fournitures rentrant dans le périmètre du marché,
- Au cas où la formule révision ferait apparaître une variation de + de 8% l'an,
- Au cas de disparition de l'indice de révision.

15.7. MODALITES DE REGLEMENT

Présentation des demandes de paiements

Le titulaire transmettra ses demandes de paiement pour chaque bon de commande selon les temporalités suivantes :

- **70% du montant du bon de commande après signature du PV des OPR** (Opérations Préalables à la Réception)
- **30% du montant du bon de commande après retour du BDSA** (Bordereau de Suivi des Déchets d'Amiante) dûment complété par le gestionnaire de la décharge spécialisée.

Il est précisé que dans le cas où le titulaire ne transmettrait pas l'ensemble des documents requis en fin de chantier (RFI), ce dernier ne sera rémunéré que de 70% du montant total du chantier.

Il est précisé que la facture du titulaire ne pourra être déposée qu'après **signature et transmission du PV de réception signé par le CHUM par la personne responsable du suivi du marché.**

Le PV de réception devra être joint à la facture, ce dernier correspondant à l'attestation de service fait.

Les demandes de paiement seront adressées via l'outil CHORUS PRO à l'adresse suivante : https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/. Le titulaire dispose d'informations utiles en annexe 1 au présent CCAP relative à la dématérialisation des factures sur CHORUS PRO.

Il appartiendra au Titulaire de se rapprocher du CHUM afin d'obtenir son numéro SIRET.

Dans tous les cas, les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une demande paiement ou facture établie selon les conditions prévues au CCAG-FCS, en original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché (impératif sous peine de retour de la facture) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées (sous peine de non-conformité de la facture) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix unitaire de la prestation ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat/du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant ttc ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du contrat et directement liés au contrat ;

- Coefficient révision ;
- L'application de révision ;
- Le montant total ttc des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation.

Une fois la facture déposée sur Chorus Pro, le titulaire devra obligatoirement transmettre l'accusé de dépôt, par mail, au responsable du marché avec le PV de réception signé joint.

Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

Dispositions relatives à la cotraitance :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au CHUM la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Dispositions relatives à la sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

15.8. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement bancaire.

Le délai global de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur (ou de la date d'exécution des prestations lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement).

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires, en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

ARTICLE 16 – PENALITES

Des pénalités s'appliquent pour chacun des bons de commande dans les conditions ci-dessous.

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux, tout retard d'exécution par le titulaire au regard des délais d'exécution précisés à chaque bon de commande ou au CCTP, sauf s'il est imputable au pouvoir adjudicateur ou à un cas de force majeure, sera sanctionné, sans mise en demeure préalable, par les pénalités prévues ci-après.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogations à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré de pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 €.

Pénalités de retard :

- En cas de dépassement du délai global d'exécution plafond mentionné sur le bon de commande afférant à chaque chantier, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 150 € par jour ouvré de retard.
- En cas de retard dans la remise de certains documents avant, pendant et après l'exécution des travaux (devis, plan de retrait...), le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 200 € par jour de retard.
- En cas de dépassement du délai de transmission du rapport de fin de travaux (obligation fixée au CCTP), le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 50 € par jour ouvré de retard (en complément de la réfaction pouvant être appliquée).
- En cas de dépassement du délai de remise en l'état des lieux et déconsignation électrique, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 50 € par jour ouvré de retard.

Autres pénalités :

Objet de la pénalité	Montant de la pénalité
Plan de prévention/PPSPS non signé	200 € / jour jusqu'à signature
Non-respect des dispositions du CCTP	500 € par occurrence
Non-respect des affichages réglementaires	300 € par occurrence
Non-respect des dispositions en matière d'hygiène et sécurité (Amiante)	1000 € par occurrence
Non-respect des dispositions en matière environnementale	500 € par occurrence
Absence à une réunion de chantier	100 € par occurrence
Gêne du personnel soignant, des patients et du public, après une première information et avertissement	300 € / jour jusqu'à la fin de la gêne occasionnée

Non-respect des règles d'hygiène, de sécurité, de lutte contre les infections nosocomiales	300 € / jour et par ouvrier sur chantier jusqu'au rétablissement du respect des règles
Utilisation de matériels non conformes aux normes CE	500 € par occurrence
Défaut d'information à la maîtrise d'ouvrage, au SPS, à l'inspection du travail...	500 € par occurrence
Nettoyage non effectué	500 € par occurrence
Non-respect des dispositions en matière de gestion des déchets (bordereaux non transmis etc...)	500 € par occurrence
Retard ou absence de remise des documents prévus au CCTP	500 € par occurrence
Absence d'un équipement obligatoire sur le chantier	300 € / j sur jusqu'à la mise en place de l'équipement
Non-conformité dans l'exécution d'une prestation	500 € par occurrence

ARTICLE 17 – ETUDES D'EXECUTION, DOCUMENTS TECHNIQUES ET PLANS

Conformément à l'article 29.1 du CCAG Travaux, le titulaire devra établir ou faire établir tous les documents techniques et plans nécessaires à l'exécution des prestations.

Le maître d'œuvre doit retourner un exemplaire visé au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard quinze jours après leur réception.

En outre, le titulaire respectera les dispositions du CCTP en ce qui concerne la documentation à remettre avant, pendant et après l'intervention.

ARTICLE 18 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

18.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux sont applicables.

18.2 RECEPTION

Avant réception des travaux, le Titulaire doit transmettre les documents suivants, conformément à l'article 3.6 du CCTP :

- Rapport Final d'Intervention RFI – Rapport de fin de travaux RFT
- Attestation de déconsignation

La réception sera prononcée avec ou sans réserve dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG Travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée qu'à la condition que les prestations suivantes sont accomplies :

- La remise en état soit faite sans réserve de la part du maître d'ouvrage
- La déconsignation électrique soit effectuée
- L'ensemble de la documentation technique et réglementaire (en matière d'amiante) soit fourni par le titulaire (rapport de fin de travaux notamment défini à l'article 3.7 du CCTP) 8 jours avant la date fixée pour la réception

18.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES L'EXECUTION DES TRAVAUX

Les plans, les supports numériques et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, seront présentés en respect des dispositions du CCTP qui en fixe la liste.

ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire, en application de l'article 50.3 du CCAG-Travaux. Dans cette hypothèse :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article "Assurance de responsabilité " peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;
- En complément de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52 du CCAG-Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article Avance de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces, prévues aux articles R. 2143-6 à R.2143-15 du code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de 8 jours à

compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations ;

- En cas d'inexactitude des renseignements, mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-15 du code de la commande publique, fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part du marché sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général au titre de l'article 50.4 du CCAG-Travaux. Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévue aucune indemnisation du titulaire.

ARTICLE 20 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Le CHUM et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le CHUM doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au CHUM dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le CHUM dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

ARTICLE 21 – PROCEDURES DE RECOURS

Instance de règlement amiable des litiges :

- Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) – Préfecture de Paris
5, rue Leblanc – 75911 - PARIS Cedex 15

Instance chargée des procédures de recours :

- Tribunal administratif
12, rue du Citronnier - 97271 SCHOELCHER
Tél : 05 96 71 66 67 - Fax : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Introduction des recours :

- ✓ Référé pré contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.1 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Référé contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.13 et s. Du Code de Justice Administrative.

- ✓ Recours de plein contentieux ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif

12, rue du Citronnier - 97271 SCHOELCHER

Tél : 05 96 71 66 67 - Fax : 05 96 63 10 08

Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG-Travaux
2.2	28.1
10	4.1
16	19.2.1, 19.2.2, 19.2.3, 19.2.4
19	52, 52.1, 50.4

Fort de France, le 25 JUL. 2025

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR,


CHU de Martinique
UF 3515
Directeur des Affaires Financière
Contrôle de gestion - Contrôle Interne
Contractualisation
Gaël MOTREFF